

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20230109-lmc1187965-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 10 janvier 2023
Date d'affichage : 11/01/2023

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 9 JANVIER 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0

OBJET DE LA DECISION

N° 23/4

**TOULON AVENUE AMPERE -
DESAFFECTATION
DECLASSEMENT ET
CESSION D'UNE PORTION DE
123 M² ENVIRON DU
DOMAINE PUBLIC -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/4

BUREAU DU 9 JANVIER 2023

**O B J E T : TOULON AVENUE AMPERE - DESAFFECTATION
DECLASSEMENT ET CESSION D'UNE PORTION DE
123 M² ENVIRON DU DOMAINE PUBLIC -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°20/07/01 du Conseil Métropolitain du 15 juillet 2020 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Toulon,

VU le courrier de Monsieur et Madame THES en date du 26 février 2021,

VU le courrier d'accord de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 27 octobre 2022,

VU l'avis du Domaine n°2022-83137-39765 en date du 15 juin 2022,

CONSIDERANT que par courrier en date du 26 février 2021, Monsieur et Madame THES ont sollicité la Métropole Toulon Provence Méditerranée en vue de l'acquisition d'une portion de 123 m² environ, de l'espace public situé au droit de leur propriété sise à Toulon (83100) 391, Avenue André Ampère, cadastrée section AT n° 524,

CONSIDERANT qu'en contrepartie de cette cession de terrain, Monsieur et Madame THES s'engagent notamment à entretenir et réparer le mur de soutènement en très mauvais état qui soutient le terrain objet de la cession,

CONSIDERANT que la portion du domaine public que souhaitent acquérir Monsieur et Madame THES est encombrée par des arbres et n'est pas utilisée pour le stationnement,

CONSIDERANT que la cession d'une partie de cet espace public ne privera pas les véhicules de se garer sur la portion de terrain restant dans le domaine public,

CONSIDERANT que cette cession de terrain est consentie selon les modalités suivantes :

- Les murs de soutènement seront intégrés au terrain cédé, et les réparations et l'entretien de ceux-ci seront à la charge de l'acquéreur,
- La délimitation côté EST laissera le poteau hors emprise, ce qui permettra la réalisation d'un trottoir de plus d'un mètre quarante (1,40 m),
- Toutes les précautions devront être prises lors de ces travaux pour ne pas déstabiliser le mur de soutènement des terres restant la propriété de la Métropole,
- Le futur bateau d'accès sera à la charge de l'acquéreur et son implantation soumise à l'accord des services de l'antenne métropolitaine de Toulon et ne devra pas empiéter sur le passage protégé,
- L'abattage des arbres sera à la charge de l'acquéreur,
- Le projet de clôture devra être conforme aux dispositions du PLU de la commune de Toulon,
- Aucun décaissement ne pourra être réalisé par rapport au mur mitoyen avec la copropriété car ce mur de clôture n'a pas été conçu comme un mur de soutènement,

CONSIDERANT que compte tenu du montant des travaux pris en charge par Monsieur et Madame THES notamment la réfection du mur de soutènement en très mauvais état, il est envisagé de céder ce terrain à l'euro symbolique,

CONSIDERANT que le déclassement de cette portion du domaine public ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte de la voie située en bordure de cet espace,

CONSIDERANT que cet espace qui est considéré comme un accotement non entretenu de voirie et assimilé à un délaissé de voirie, peut être déclassé du domaine public sans enquête publique conformément aux dispositions des articles L.141-3 et suivants du Code de la Voirie Routière,

CONSIDERANT que la portion de l'espace public objet de la cession envisagée est non affectée ni utilisée depuis des années par le public et peut donc être désaffectée et déclassée du domaine public préalablement à la cession de celle-ci,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTATER la désaffectation de la portion de terrain de 123 m² environ sise à Toulon (83100), avenue André Ampère.

ARTICLE 3

DE PRONONCER le déclassement du domaine public sans enquête publique préalable, de la portion de terrain de 123 m² environ, sise à Toulon (83100), avenue André Ampère, au droit de la propriété de Monsieur et Madame THES cadastrée section AT n°524.

ARTICLE 4

DE CEDER à l'euro symbolique cette portion de terrain de 123 m² environ, désaffectée et déclassée du domaine public, à Monsieur et Madame THES Jean-Philippe propriétaires de la parcelle limitrophe située à Toulon (83100) 391, avenue André Ampère et cadastrée section AT n°524.

ARTICLE 5

DE DIRE que cette cession est consentie selon les conditions suivantes :

- Les murs de soutènement seront intégrés au terrain cédé, et les réparations et l'entretien de ceux-ci seront à la charge de l'acquéreur.
- La délimitation côté EST laissera le poteau hors emprise, ce qui permettra la réalisation d'un trottoir de plus d'un mètre quarante (1,40 m).
- Toutes les précautions devront être prises lors de ces travaux pour ne pas déstabiliser le mur de soutènement des terres restant la propriété de la Métropole.
- Le futur bateau d'accès sera à la charge de l'acquéreur et son implantation soumise à l'accord des services de l'antenne métropolitaine de Toulon et ne devra pas empiéter sur le passage protégé.
- L'abattage des arbres sera à la charge de l'acquéreur.
- Le projet de clôture devra être conforme aux dispositions du PLU de la commune de Toulon.
- Aucun décaissement ne pourra être réalisé par rapport au mur mitoyen avec la copropriété car ce mur de clôture n'a pas été conçu comme un mur de soutènement.

ARTICLE 6

DE DIRE qu'un document modificatif du parcellaire cadastral numérottera la parcelle qui sera cédée à M et Mme THES.

ARTICLE 7

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'acte notarié de cession à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires.

ARTICLE 8

DE DESIGNER Maître FALANDRY Alban, notaire associé à Ollioules (83190), en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette cession, dont tous les frais seront supportés par Monsieur et Madame THES Jean-Philippe.

ARTICLE 9

DE DIRE que cette cession sera réalisée à l'euro symbolique et que les crédits nécessaires à sa comptabilisation seront inscrits au Budget Principal 2023.

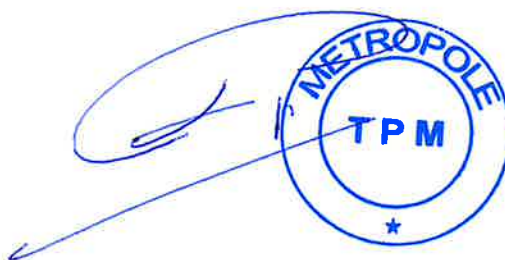
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 9 janvier 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Jean Philippe et Amelie Thes
391 avenue Andre Ampere
83100 Toulon
06 58 75 23 28

Toulon, le 26 février 2021

A l'attention de Monsieur le Président
Métropole Toulon Provence Méditerranée

Objet : Mur de soutènement et rénovation de terrain

Bonjour Monsieur le Président,

Nous vous écrivons comme convenu suite à nos échanges avec les personnes responsables des services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée au sujet du mur de soutènement donnant sur notre propriété située au 391 de l'avenue André Ampère à Toulon. Celui-ci soutient un terrain en amont et côté nord appartenant à TPM. Voici en pièces jointes le titre de propriété correspondant ainsi qu'un extrait de plan cadastral et quelques photographies.

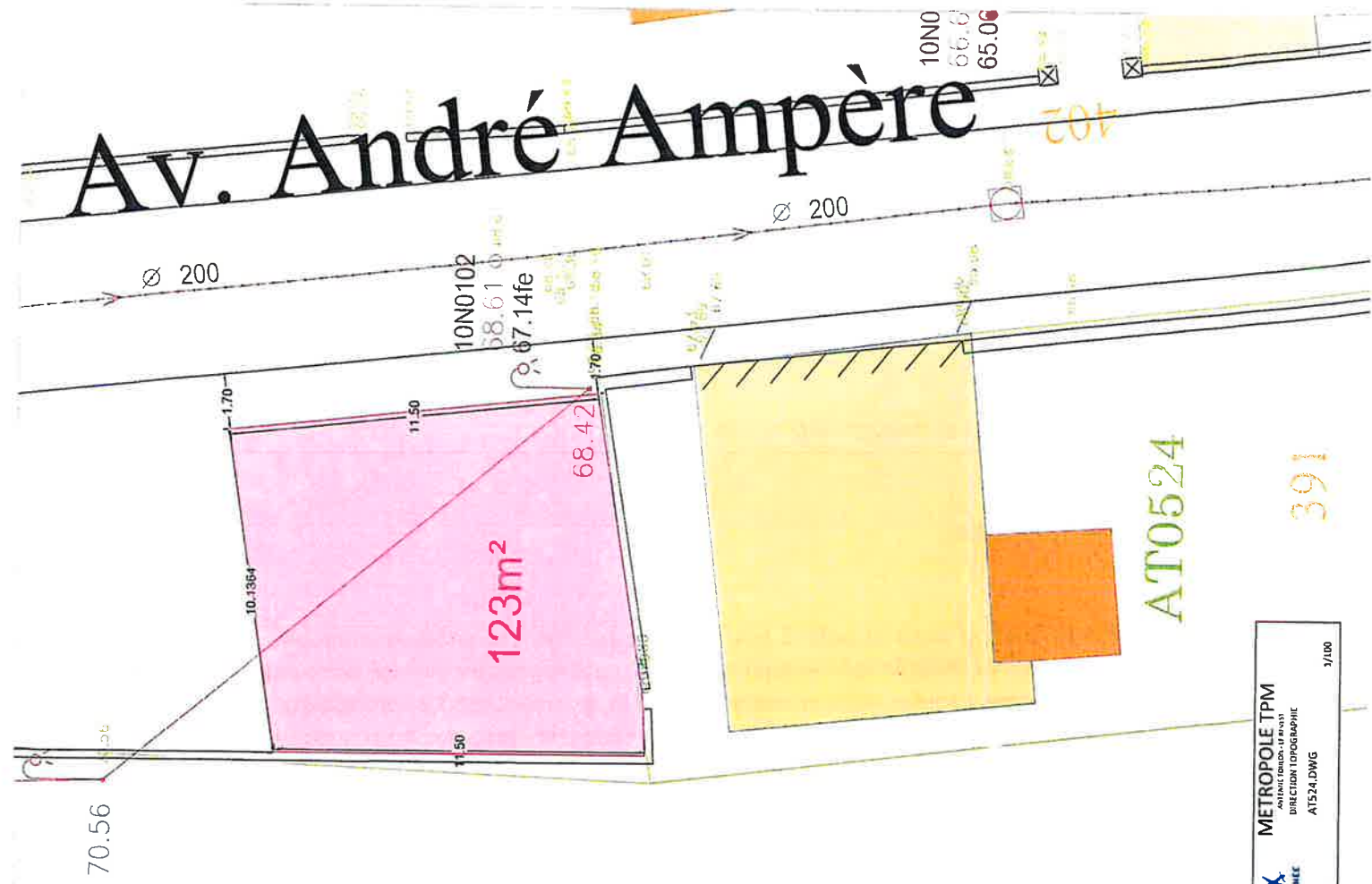
La partie nord de notre terrain jouxte cette longue bande de terre en pente soutenue par un ancien mur de soutènement. Celui-ci, érigé juste devant la façade de notre maison, est aujourd'hui fissuré, gonflé, et même écroulé par endroits. Selon avis d'experts : il nécessite au plus tôt une rénovation en bonne et due forme par des professionnels avec travaux de terrassements et de maçonnerie pour une réhabilitation complète incluant les matériaux de stabilisation adaptés et les systèmes de drainages des eaux adéquats afin de ne pas nuire mais au contraire bien assurer la sécurité de notre maison et la protection de ses habitants en particulier de nos enfants en bas âges.

Nous ajoutons qu'étant les seuls habitants ayant une porte d'entrée donnant directement sur cette bande de terre contiguë à notre propriété derrière ce mur de soutènement, et qu'après avoir rencontré (et même régulièrement nettoyé à notre initiative) de nombreux désagréments illégaux liés à l'abandon et au non entretien de ce terrain entraînant des incivilités pour tout le voisinage (dépôts sauvages d'ordures en tous genres non ramassées du type : déjections canines, canettes/bouteilles de sodas/alcools, emballages plastiques/papiers/cartons pour pizzas/sandwichs, mégots de cigarettes, déchets électroniques, masques, linges ; ou bien passages et stationnements de véhicules bruyants y compris campings cars de jour comme de nuit) nous sommes volontaires pour trouver avec vous un accord amiable afin de pouvoir assainir cette partie du territoire et sécuriser notre lieu d'habitation.

Après avoir pris le temps ces derniers mois de procéder à plusieurs évaluations en dialoguant avec des entreprises spécialisées nous vous proposons donc d'assumer à notre charge la responsabilité de ce mur de soutènement en échange de la cession d'une partie de ce terrain vague qui lui est rattaché et qui reste à ce jour délaissé, non entretenu et maltraité. Par ailleurs comme cela a été constaté ensemble, la rénovation de ce mur de soutènement nécessite qui plus est la mise en sécurité de deux anciens arbres dont les racines s'enchevêtrent dans la structure même du mur. C'est pourquoi nous avons finalement estimé, en contrepartie de cette prise en charge globale de travaux pour ces projets que nous financerons à nos frais, l'acquisition d'une surface de travail sur ce terrain d'environ 12 mètres (longueur du mur) par 9 mètres (largeur du terrain depuis le mur en remontant vers l'amont). En procédant de cette manière à la restauration du mur d'une part, et à la réhabilitation avec reboisement de cette parcelle d'autre part, nous souhaitons vivement participer à la dynamique actuelle d'embellissement de l'aire toulonnaise et de ses quartiers que vous entreprenez au quotidien avec les équipes de TPM.

Dans l'attente de votre réponse nous vous adressons ainsi qu'aux équipes de TPM nos plus respectueuses salutations accompagnées de nos vœux de réussite pour les projets en cours.

Jean Philippe et Amelie Thes



Commune	Contenance	Surface bâtie	Adresse	C. propriétaire
TOULON (830137)	594 m ²	144 m ²	0391 AV ANDRE AMPERE, TOULON	T08282



Échelle : 1:1000

Propriétaire(s)		
THES JEAN-PHILIPPE PIERRE	Propriétaire	VILLA LA MALGUE 1097 BD JULES MICHELET 83000 TOULON
GAUTIER AMELIE MARIE MONIQUE	Propriétaire	VILLA LA MALGUE 1097 BD JULES MICHELET 83000 TOULON

Informations d'urbanisme		
Zonage(s)(POS ou PLU)		
UD	U - Secteurs déjà urbanisés et secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter	100,00%
Information(s)		
Aléa retrait gonflement sols argileux	Autre périmètre, secteur, plan, document, site, projet, espace	100,00%
Droit de préemption urbain simplifié	Périmètre de droit de préemption urbain	100,00%
Règlement local de publicité	Règlement local de publicité	100,00%
Débit de rejets	Zone d'assainissement collectif/non collectif, eaux usées/eaux pluviales, schéma de réseaux eau et assainissement	100,00%
Débit de rejets	Zone d'assainissement collectif/non collectif, eaux usées/eaux pluviales, schéma de réseaux eau et assainissement	100,00%
Servitude(s)		
PT1 : Zone de garde	Centre radioélectrique du Fort de la Croix Faron (830.137.02)	100,00%
PT2 : Zone spéciale de dégagement	Faisceau hertzien de Toulon - Croix Faron à Cap Brun fort (830.137.12)	100,00%
I4 : Zone de protection	Liaison souterraine 63 kV : COUDON (LE) - RODE (LA)	25,57%
I4 : Zone de protection	Ligne aéro-souterraine 2 x 63 kV : BRUNET - COUDON (LE) / COUDON (LE) - RODE (LA)	25,57%

**Direction départementale des Finances publiques
Du Var**

Le 15/06/2022

Pôle d'évaluation domaniale

Place Besagne CS 91409
83056 TOULON CEDEX

téléphone : 04.94.03.81.35
mél. : ddip83.pole-
evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur départemental des Finances
publiques du Var

à

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : François ROUSSEAU

téléphone : 04.94.03.81.15
courriel : francois.rousseau@dgfip.finances.gouv.fr

METROPOLE TOULON-PROVENCE-
MEDITERRANEE

Réf. DS: 8830117

Réf LIDO/OSE : 2022-83137-39765

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :

Délaissé de voirie

Adresse du bien :

Rue Ampère, 83 000 Toulon

Département :

Var

Valeur vénale :

12 300 €

1 - SERVICE CONSULTANT

METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE

affaire suivie par : MANDELLI Michel

2 - DATE

de consultation : 19/05/2022

de réception : 19/05/2022

de visite : Bien non visité

de dossier en état : 13/06/2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Cession amiable par la métropole d'un délaissé de voirie à un propriétaire riverain.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Commune de Toulon

Références cadastrales :

Section	Parcelle	Superficie	Lieu-dit
XX	XX	124m ²	AV ANDRE AMPERE



Description du bien :

Le propriétaire de la parcelle cadastrée section AT N°524 (594m²) rue Ampère à Toulon a sollicité la Métropole TPM en vue d'acquérir une portion de 123m² du domaine public. Cette emprise constitue un accotement de voirie, utilisé en stationnement par les riverains, soutenu par un mur de soutènement en très mauvais état et sur lequel un arbre a poussé en tête du

mur. La métropole déclare qu'un document modificatif de parcellaire cadastral numérottera la parcelle à céder.

En contrepartie de cette cession, le propriétaire s'engage à réaliser les travaux sur le mur de soutènement ainsi que l'abattage de l'arbre.

Sous toute réserve, bien non visité.

Sous toute réserve, constructibilité et droits à bâtir non communiqués par le consultant.

5 - SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : Métropole Toulon Provence Méditerranée

- situation d'occupation : Libre

6 - URBANISME – RÉSEAUX

PLU de la commune de TOULON

Zone UD :	Zone intermédiaire de petits collectifs et de pavillonnaires.
Desserte réseaux :	Tous réseaux
Caractéristique des terrains :	Non réglementé
Superficie minimale :	Non réglementé
Emprise au sol : sociaux)	30 % de l'Unité Foncière (40 % maximum si 50 % de logements
Implantation :	UD 6 : Alignement des voies UD 7 : limites séparatives => 4 m à minima UD 8 : entre les bâtis sur un même terrain => 4 m à minima
Hauteur :	9 mètres ==> R + 2
Stationnement :	Aires de stationnement correspondant à l'importance et la destination de l'opération.
Espaces verts :	30 % au moins de l'unité foncière
C.O.S. :	Non réglementé
Servitudes particulières :	Non renseigné.

7 - DATE DE RÉFÉRENCE

Sans Objet

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

Méthode de la comparaison directe, laquelle consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Valeur vénale estimée : 12 300 €

Une marge de 10 % est laissée à la libre appréciation du consultant

9 - DURÉE DE VALIDITÉ

18 mois.

10 - OBSERVATIONS

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent avis.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des Finances
publiques
et par délégation,

L'Évaluateur

François ROUSSEAU
Inspecteur des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Toulon, le **27 OCT. 2022**

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à la

Monsieur et Madame **THES** Jean-Philippe
391 Avenue André Ampère
83100 TOULON

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :
Michel MANDELLI
mmandelli@metropoletpm.fr
04.94.03.97.80

N/Réf : HF/VP/CW/CH/MM/712

OBJET : Acquisition de terrain

Madame Monsieur,

Suite à la visite sur site de représentants de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, je vous indique que votre demande d'acquisition d'une portion de 123m² du domaine public situé au droit de votre propriété sise à Toulon 391 Avenue André Ampère cadastrée section AT n°524 a reçu un avis favorable.

Je vous indique que la cession est envisagée selon les conditions suivantes :

- Les murs de soutènement seront intégrés au terrain cédé et les réparations et l'entretien de ceux-ci seront à votre charge,
- La délimitation côté EST laissera le poteau hors emprise ce qui permettra la réalisation d'un trottoir de plus d'un mètre quarante (1,40m),
- Toutes les précautions devront être prises lors de ces travaux pour ne pas déstabiliser le mur de soutènement des terres restant la propriété de la Métropole
- Le futur bateau d'accès sera à votre charge et son implantation soumise à l'accord des services de l'antenne métropolitaine de Toulon et ne devra pas empiéter sur le passage protégé,
- L'abattage des arbres sera à votre charge,
- Le projet de clôture devra être conforme aux dispositions du PLU de la commune de Toulon
- Aucun décaissement ne pourra être réalisé par rapport au mur mitoyen avec la copropriété car ce mur de clôture n'a pas été conçu comme un mur de soutènement,

Compte tenu du montant des travaux à votre charge, je vous indique que le prix de cession de cette portion du domaine public est fixé à l'euro symbolique (1€).

Je vous précise que tous les frais liés à cette cession (frais de géomètre, acte notarié...) seront également à votre charge.

A ce stade, la présente offre ne peut être considérée comme susceptible d'engager juridiquement la Métropole. S'agissant d'un établissement public, seule une délibération ultérieure de son organe délibérant peut autoriser le Président, à signer l'acte authentique.

Vous voudrez bien nous informer de votre position et nous indiquer le nom du notaire à contacter pour la rédaction de l'acte à venir.

La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour le Président et par Délégation,

Valérie PAECHT

Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée



RAPPORT

Sur le mur de soutènement

00000



391 rue Ampère à Toulon parcelle AT 524

1. Origine de la demande

Le 18 février 2021 le service topographique transmettait son avis sur ce dossier des échanges avec madame PERINI du Service des Affaires Juridiques à savoir :

« Je vous transmets les échanges que j'ai eus avec Jacqueline PERINI sur ce dossier.

Pour ma part, il me paraît qu'effectivement, cet espace est non cadastré depuis assez longtemps. Il semble non clôturé et assimilé à du domaine public depuis très longtemps aussi.

Au regard du tracé de la voie qui ne paraît pas avoir été modifié, je pense qu'on peut difficilement le qualifier de délaissé de voirie mais plutôt d'un accotement non entretenu.

Je pense qu'on peut l'assimiler à du domaine public étant donnée la durée pendant laquelle il n'a pas été utilisé à des fins privées mais laissé ouvert au public et non cadastré... »

2 Constat

Aussi le technicien s'est déplacé le jour même où il a été saisi du dossier et n'a pu constater en l'absence du propriétaire :



Au NORD de la Parcelle AT 524 un arbre pousse au droit de la tête du mur de soutènement



Lors de cette visite il a été constaté :



Le mur soutenant la parcelle servant de parking est fissuré sur une dizaine de mètres





La fissuration se prolonge au niveau du lierre et après celui-ci vers l'EST



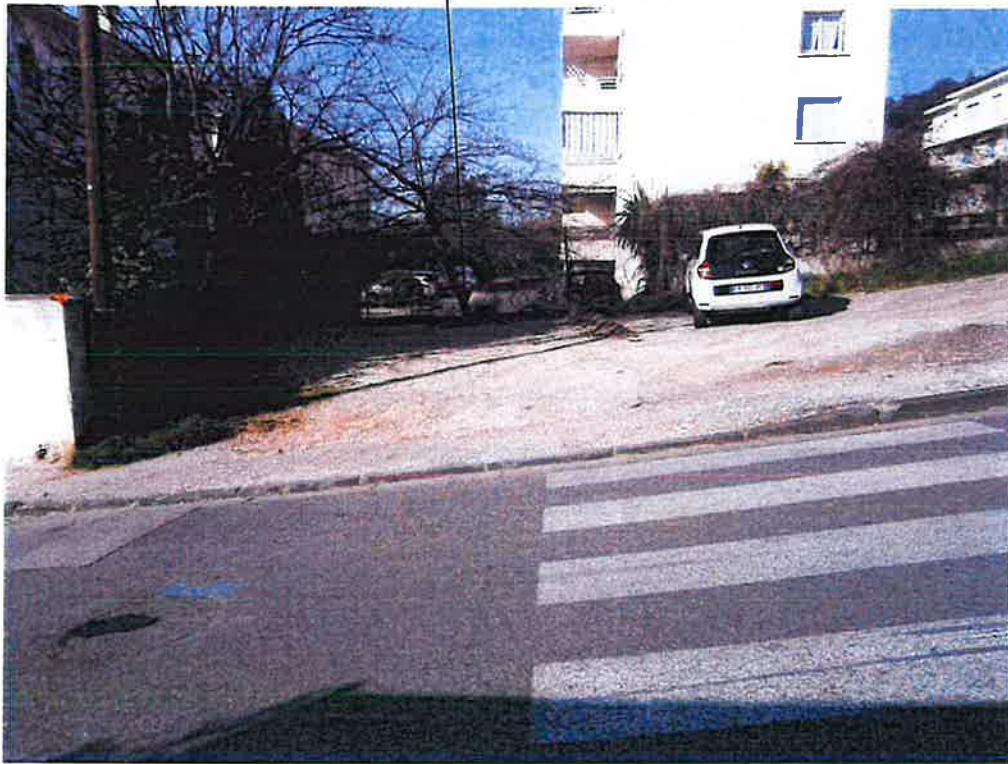
La cunette de récupération des eaux de ruissèlement est en mauvais état l'eau s'infiltre sous la dalle et la soulève



Des barbacanes sont présentes sur une partie de l'ouvrage

3 Demande du propriétaire

Le propriétaire souhaiterait que la métropole lui cède une portion du terrain représentant environ 100 m² et contrepartie il réaliserait les travaux sur le mur de soutènement ainsi que l'abattage de l'arbre situé au droit de la tête du mur ainsi que celui en fond



Il argumente sa demande par le fait que cet espace est peu utilisé pour le stationnement de véhicules



Lors de cet échange le Technicien informe :

- Qu'il n'est pas envisageable de céder une telle surface
- Que le domaine public est inaliénable mais que toutefois il peut toujours faire une démarche dans ce sens

- Qu'il faudrait que la métropole dans le cas d'un avis favorable procède au déclassement d'une portion de la parcelle
- Qu'une négociation sur la superficie à céder soit réalisée
- Qu'un document d'arpentage soit établi

4 implication sur le domaine public

Le fond de bateau servant à la sortie des véhicules devra être recréé en même temps que la mise au norme du passage protégé





Toutefois il faudra déplacer le poteau ci-dessus et en fonction du coût global des travaux le mettre à charge du demandeur.

5 demande complémentaire

Le propriétaire souhaiterait rehausser le mur ci-dessous



Le technicien l'informe que celui-ci forme soutènement de la voie l'assise étant en contrebas et qu'il ne peut être rehaussé en l'état.

Le propriétaire informe qu'il a déjà fait établir un devis pour la démolition et la réalisation de fondation adéquate et de reconstruction du mur ce qui lui permettra de limiter les bruits de la rue.

Le technicien l'informe que ces travaux doivent faire l'objet d'une DP.

6 Conclusion

Dans l'hypothèse d'une suite favorable à la requête du demandeur il faudra alors que les domaines chiffrant la valeur du terrain et que nous chiffrions le coût des travaux à réaliser à charge du demandeur.

Rédacteur D TALBOTIER

Le 5 mars 2021

